

La psychologie de la crise permanente



par **Markku Siira**

«Guerre, changement climatique, stagnation économique, polarisation politique – les crises ne semblent pas manquer de nos jours», écrit Thomas Fazi.

L'année dernière, le mot *permacrisis*, qui signifie «une période prolongée d'instabilité et d'insécurité résultant d'une série de catastrophes», a été déclaré «mot de l'année» par le dictionnaire anglais *Collins*.

Si l'on remonte dans le temps, la conscience de la crise actuelle a été provoquée par la pandémie mondiale des taux d'intérêt, précédée par des «crises plus locales» telles que le Brexit et la crise des réfugiés européens, ainsi que par la crise financière qui a suivi 2008.

Comme l'a fait remarquer M. Fazi, si l'on considère les deux dernières décennies, on pourrait facilement conclure que «le monde est coincé dans un état de crise quasi permanent». Les défis tels que la guerre, l'inflation et le changement climatique ne montrent aucun signe d'apaisement ; au contraire, ils semblent s'accélérer.

À première vue, cette analyse peut sembler sensée, mais Fazi se demande à juste titre si cette utilisation obsessionnelle du mot «crise» n'est qu'un simple constat d'une mauvaise situation, ou s'il s'agit d'autre chose.

Même avant l'ère du Coronavirus, plusieurs chercheurs critiques avaient suggéré qu'au cours des dernières décennies, la crise était devenue une «méthode de gouvernance» dans laquelle «les gouvernements exploitent systématiquement chaque catastrophe naturelle, chaque crise économique, chaque conflit militaire et chaque attaque terroriste pour radicaliser et accélérer la transformation des économies, des systèmes sociaux et des appareils d'État».

Le récit actuel ne se limite plus à l'exploitation des crises, mais semble reposer sur la création de crises de plus en plus nombreuses. Dans un tel système, la «crise» n'est plus l'exception, mais est devenue la norme, la prémisse de base de toute politique et action sociale.

L'élite transnationale a besoin de cette normalisation des crises. Elle est obligée de recourir à des mesures toujours plus répressives et militaristes – tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays – afin de rester au pouvoir et d'étouffer toute contestation de son autorité.

«D'où la nécessité d'un état de crise plus ou moins permanent capable de justifier de telles mesures», affirme M. Fazi.

La «nouvelle normalité» d'une crise permanente exige une acceptation générale de l'idée que les sociétés ne peuvent plus se permettre d'être organisées autour de règles, de normes et de lois stables. Le flux constant de nouvelles menaces – terrorisme, maladies, guerres, catastrophes naturelles – signifie que nous devons être prêts à nous adapter à des situations changeantes et à des états d'instabilité.

«Cela signifie également que nous ne pouvons plus nous permettre les débats publics nuancés et les politiques parlementaires complexes habituellement associés aux démocraties libérales occidentales. Les gouvernements doivent être en mesure de mettre en œuvre des décisions rapidement et efficacement», a déclaré M. Fazi avec sarcasme.

Ainsi, les dirigeants occidentaux associent aujourd'hui notre période de crise à la nécessité de limiter la liberté d'expression en ligne pour lutter contre la «désinformation», c'est-à-dire tout ce qui contredit le discours officiel.

La «perma-crise» donne également aux gouvernants une excuse pour ne pas améliorer l'état de la société, puisque toutes les ressources mobilisées doivent être concentrées sur la lutte contre «l'ennemi» du moment, qu'il s'agisse d'un virus, de la Russie, de la crise climatique ou d'autre chose. *«Une crise sans fin, c'est l'éternel présent».*

Comme l'évalue Fazi, cela représente *«un changement radical dans la manière dont le concept de crise a été défini jusqu'à présent».* Historiquement, la «crise» a souvent été associée à l'idée d'«opportunité», voire de «progrès».

La notion actuelle de «permacrise» implique au contraire «une situation qui est en permanence difficile ou qui s'aggrave – une situation qui ne peut jamais être résolue, mais seulement gérée».

Bien que ce récit semble fondamentalement axé sur les solutions et tourné vers l'avenir, il est en fait *«implicitement nihiliste et apolitique, parce qu'il suggère que le monde est condamné, quoi que nous fassions».*

Cet ensemble de menaces presque apocalyptiques se manifeste dans le discours sur le changement climatique ou la crise écologique au sens large, pour lequel le discours dominant implique que toutes sortes d'interventions autoritaires et de restrictions sur la vie quotidienne des gens sont justifiées pour «sauver la planète».

Ce n'est pas une coïncidence si les partisans d'une crise permanente affirment que la nature mondiale de nombreuses crises signifie qu'elles ne peuvent être résolues qu'au niveau mondial, c'est-à-dire en déléguant de plus en plus de pouvoir de décision à des «experts» et à des institutions supranationales.

La «gouvernance» de la permacrise montre en fait que le cadre créé par le capital et les politiciens occidentaux, l'«ordre international fondé sur des règles», est en crise (auto-induite ?). Il faudrait trouver un moyen de s'en sortir, mais qui pourrait régler le problème actuel ?

Même les concurrents de l'Occident parlent de *«changements sans précédent»* et d'un «nouvel ordre mondial». Ils affirment que *«le projet d'américanisation du monde a échoué».* La politique de puissance occidentale *«n'est plus la réponse au monde»* et l'ancien ordre libéral, *«qui servait l'élite dirigeante et les capitalistes»*, sera abandonné.

Néanmoins, au vu des développements actuels, on peut se demander si, même si la «gouvernance mondiale» est mise à jour sous prétexte de crises, le nouvel ordre mondial (qui est de toute évidence éco-techno-fasciste) sera gouverné par plus ou moins le même petit cercle de riches cosmopolites qui ont jusqu'à présent été la force motrice des États.

source : [Markku Siira](#) via [Euro-Synergies](#)